

## Article

---

« Le mouvement communiste en Grèce »

Dimitri Kitsikis

*Études internationales*, vol. 6, n° 3, 1975, p. 334-354.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700576ar>

DOI: 10.7202/700576ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN GRÈCE

Dimitri KITSIKIS \*

### I – COMMUNISME ET FASCISME

Aujourd'hui, pour la deuxième fois dans son histoire, le mouvement communiste grec a des chances de l'emporter et de s'emparer des leviers de commande de l'État. La première fois, c'était en 1941–1949.

On dit que les erreurs du passé instruisent le présent. Les communistes grecs éviteront-ils cette fois les erreurs de 1941–1949 ?

Ces erreurs étaient essentiellement de deux sortes :

- 1) soumission inconditionnelle à une puissance étrangère : l'Union soviétique ;
- 2) suspicion à l'égard de la paysannerie.

Autrement dit, existe-t-il en Grèce, actuellement, un fort mouvement de communisme national fondé sur la paysannerie ? Car ce pays, malgré ses progrès économiques d'après-guerre, fait encore partie du Tiers-Monde, au grand dam de son élite intellectuelle occidentaliste. La Grèce est encore essentiellement un pays de paysans et de petits bourgeois. Très peu de grand capitalisme national ; essentiellement des *compradores* ; une population d'ouvriers d'usine encore limitée.

L'attachement aux valeurs traditionnelles (ce qui est normal pour une population en grande partie paysanne) est encore accentué par le fait que la population grecque est démographiquement, une des plus vieilles qui soit. Non seulement elle a une très faible natalité, mais l'émigration des villages directement à l'étranger, a laissé dans les campagnes une population de vieux. Le contraste est, par exemple, absolu avec la Turquie voisine qui possède une population très jeune, malgré l'émigration et une augmentation annuelle de celle-ci de 2,50%, contre seulement 0,50% pour la Grèce.

Pour que le communisme ait du succès en Grèce, il faut donc qu'il soit national, paysan et culturellement anti-occidental. Le mouvement communiste grec actuel est-il de cette nature ?

---

\* *Professeur d'histoire des relations internationales, Université d'Ottawa, Ottawa, Canada.*

L'énorme effort de 1941-1949 avait échoué. Pourquoi ? Dans son livre, *Les Kapetanios*<sup>1</sup>, Dominique Eudes écrivait, au sujet de la création d'une guérilla communiste contre les occupants, dans l'hiver de 1941-1942 :

Au Comité central [du parti communiste grec] on se méfie du mouvement naissant, folklorique, agraire et banditique. Le modèle insurrectionnel de l'époque, qui s'appuie sur le prolétariat des villes, est hanté par la suspicion atavique du stalinisme à l'égard de la paysannerie. Pourtant les paysans grecs se battent<sup>2</sup>.

L'agraro-communisme, de tendance maoïste, dirons-nous aujourd'hui, avait eu son héros pendant la Deuxième Guerre, en la personne du chef des guérilleros grecs, Aris Vélouhiotis, le créateur de l'ÉLAS. Mais à la fin de la guerre, en juin 1945, celui-ci fut condamné pour « aventurisme », par la direction du parti communiste grec, inconditionnellement fidèle à l'Union soviétique.

La petite bourgeoisie grecque est attirée depuis longtemps par une idéologie qui, en Europe occidentale, est connue surtout sous le nom de fascisme et qui, dans le Tiers-Monde, est devenue aujourd'hui l'idéologie sociale dominante, sous la terminologie générale de *socialisme national* (socialisme arabe, etc.). En Grèce, à la veille de 1967, il existait un mouvement fasciste qui s'intitulait « helléno-socialiste » (*Komma tôn Ellénosocialistôn*)<sup>3</sup>.

En fait, il existe deux principales tendances dans l'idéologie fasciste : l'une s'est développée dans les sociétés industrielles de l'Occident, comme une réaction de la petite bourgeoisie, menacée dans ses intérêts par le grand capitalisme. Cette tendance qu'on peut appeler *hitlérisme*, a une dureté extrême, due au sentiment du danger mortel que représente pour cette petite bourgeoisie, la société du grand capitalisme. On peut donc dire que l'hitlérisme, tout comme le communisme orthodoxe, sont des produits de l'Occident et leurs partisans sont des occidentalistes.

L'autre tendance de l'idéologie fasciste, tout comme l'agraro-communisme (ou maoïsme) s'est développée dans les sociétés non occidentales, dites sous-développées. La petite bourgeoisie de ces pays réagit surtout contre l'influence étrangère occidentale et non contre un grand capitalisme indigène encore sous-développé. Ce fascisme du Tiers-Monde peut être appelé *rousseauisme*.

Hitlérisme et rousseauisme sont de même nature sociale et en possèdent les mêmes caractéristiques, à trois importantes exceptions près ; l'hitlérisme, contrairement au rousseauisme, est 1) indifférent ou même hostile à la religion, qu'il remplace par un mysticisme occultiste ; 2) il croit à l'inégalité, sous trois formes : inégalité intellectuelle (idée de surhomme), inégalité raciale (hostilité aux Noirs et aux Juifs), inégalité entre nations (chauvinisme) ; 3) il a le culte de la violence, poussé à un point extrême.

1. D. EUDES, *Les Kapetanios*, Paris, Fayard, 1970.

2. *Ibid.*, p. 27.

3. « Parti des helléno-socialistes ».

Voici à présent, un bref exposé de ce que nous entendons par rousseauisme :

1) En 1755, le petit bourgeois Jean-Jacques Rousseau écrivait :

Le premier qui ayant enclos un terrain, s'avisait de dire, *ceci est à moi*, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs, n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : gardez-vous d'écouter cet imposteur. Vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne <sup>4</sup>.

L'hommage que Rousseau rendait au communisme primitif et qui fit écrire à Voltaire : « Voilà la philosophie d'un gueux qui voudrait que les riches fussent volés par les pauvres », ne signifiait nullement qu'il condamnait la propriété privée. Pour lui, il n'était plus possible de revenir en arrière, à l'état de nature. Il fallait s'adapter à ce qui avait été fait. Mais pour empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme, seule la petite propriété devrait être permise :

Pour autoriser sur un terrain quelconque le droit de premier occupant, il faut... qu'on n'en occupe que la quantité dont on a besoin pour subsister... qu'on en prenne possession... par le travail et la culture, seul signe de propriété <sup>5</sup>.

Rousseau concevait ce petit propriétaire paysan non comme un individualiste, mais participant à une communauté : « De quelque manière que se fasse cette acquisition, le droit que chaque particulier a sur son propre fond est toujours subordonné au droit que la communauté a sur tous <sup>6</sup>. » Pour ce qui est de l'industrie, le modèle rousseauiste n'est pas le gros industriel, mais l'artisan indépendant car toute subordination à un maître lui est odieuse. Son Émile apprendra la menuiserie.

2) Rousseau était profondément croyant. Au penseur de la bourgeoisie libérale, Voltaire, il écrivait dans une lettre, le 18 août 1756 :

Rassasié de gloire et désabusé de vaines grandeurs, vous vivez libre au sein de l'abondance... vous ne trouvez pourtant que mal sur la terre. Et moi, obscur, pauvre et tourmenté... trouve que tout est bien. D'où viennent ces contradictions apparentes ? vous l'avez vous-même expliqué : vous jouissez ; mais j'espère, et l'espérance embellit tout... Non, j'ai trop souffert en cette vie pour n'en pas attendre une autre. Toutes les subtilités de la métaphysique ne me feront pas douter un moment de l'immortalité de l'âme et d'une Providence bienfaisante. Je la sens, je la crois, je la veux, je l'espère, je la défendrai jusqu'à mon dernier soupir <sup>7</sup>.

4. J.-J. ROUSSEAU, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, dans ses *Oeuvres complètes*, vol. III, Paris, Gallimard (La Pléiade), 1964, p. 164.

5. J.-J. ROUSSEAU, *Du Contrat social*, dans *op. cit.*, p. 366.

6. *Ibid.*, p. 367.

7. *Lettre de J.-J. Rousseau à M. de Voltaire*, dans *op. cit.*, vol. IV, p. 1074-1075.

3) Enfin, contre le cosmopolite Voltaire, Jean-Jacques Rousseau défendait le nationalisme égalitaire : « Si vous faites en sorte qu'un Polonais ne puisse jamais devenir un Russe, je vous réponds que la Russie ne subjuguera pas la Pologne<sup>8</sup>. » Pour empêcher l'assimilation par la grande, il faut que la petite nation conserve ses particularismes : « Voilà le seul rempart toujours prêt à la défendre et qu'aucune armée ne saurait forcer<sup>9</sup>. » Ainsi la pensée petite bourgeoise du Genevois contenait tout ce que ne pouvait souffrir le grand capitalisme occidental et c'est pourquoi Voltaire ne cessait d'insulter Rousseau, en le traitant de « singe de Diogène ».

Mais au XIX<sup>e</sup> siècle, en Occident, la grande industrie se généralisa et Voltaire triompha. Au rousseauisme persistant, Karl Marx adressa la critique suivante :

Le socialisme petit bourgeois : ... il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la fatale décadence des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre d'extermination industrielle des nations entre elles, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales, des vieilles nationalités... [Pourtant] ce socialisme est à la fois réactionnaire et utopique : pour la manufacture, le régime corporatif ; pour l'agriculture, le régime patriarcal. Son dernier mot, le voilà<sup>10</sup>.

Certes, pour les rousseauistes, il ne s'agit pas de regarder en arrière et Rousseau lui-même, nous l'avons montré, n'entendait pas revenir à l'état de nature. Mais aujourd'hui encore, la grande majorité des nations de la planète n'a pas connu l'ère de la grande industrie. Comment appliquer le socialisme prolétarien, sans prolétariat industriel important ? Et d'ailleurs, même si ce dernier était désormais constitué, il ne serait plus celui que Marx étudia au XIX<sup>e</sup> siècle.

Voilà pourquoi, dans les pays non occidentaux, la révolution est en fait menée de nos jours, non point par l'alliance d'ouvriers qui montrent la voie, et de paysans qui suivent derrière (selon le schéma marxiste), mais par celle des petits bourgeois et des paysans ou, à la rigueur (comme en Chine) par l'alliance des paysans qui montrent la voie, et des ouvriers qui suivent.

D'autre part, l'internationalisme développé par le grand capitalisme, aussi bien chez les grands bourgeois que chez les ouvriers, en est absent. À sa place, se développe un « socialisme national petit bourgeois » qui est, fondamentalement, du rousseauisme, surtout quand il est chrétien ou musulman. En effet, les habitudes religieuses, en conservant les particularismes d'un peuple, apparaissent à certains

8. J.-J. ROUSSEAU, *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, dans *op cit.*, vol. III, p. 960.

9. *Ibid.*

10. Karl MARX, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales, 1945, pp. 29-30.

un des meilleurs remparts contre cette assimilation par une grande puissance, dont parlait Rousseau.

En Grèce, les « socialistes nationaux petits bourgeois », dans leurs sentiments d'un anti-occidentalisme latent, tenaient tout particulièrement à une vieille institution paysanne, l'organisation communale grecque qui s'était notamment développée sous l'Empire ottoman : la campagne grecque jouissant d'une autonomie administrative et judiciaire et d'une économie agricole et artisanale autogérée, sur une base démocratique. Les communes auto-administrées se groupaient en « fédérations », comprenant parfois plusieurs centaines de villages.

Un professeur de droit de l'Université de Salonique écrivait en 1958, dans une étude sur l'organisation communale traditionnelle, ce qui suit :

En 1865, le système [grec] de l'auto-administration locale [*topikê autodioikêsis*] à trois niveaux, appliqué dans le Péloponnèse et partiellement en Épire, est utilisé par l'État ottoman comme modèle pour la rédaction de la loi sur les vilayets [*Teskilâti vilâyet nizamnamesi*]... En Grèce, au contraire, pays qui avait réussi à se libérer et à devenir indépendant, grâce justement à l'action conjuguée de ces quatre formes de groupement [religieuse, administrative, militaire, économique] la législation, en suivant des modèles étrangers, abolit l'institution de l'auto-administration locale et la remplace par la loi sur les dèmes du 27 décembre/8 janvier 1834 [*Nomos peri sustaseôs tôn démôn*].

Mais tandis que les communes étaient des organes vivants et actifs de l'auto-administration locale, possédant un pouvoir très étendu sur les questions relevant de leurs activités, les dèmes devinrent de simples circonscriptions administratives, ayant pour but de paralyser l'auto-administration locale et de la soumettre à un pouvoir central inspiré de l'étranger, arbitraire et irresponsable<sup>11</sup>.

Et l'auteur concluait que « notre vie nationale... est régie par des institutions et des modèles étrangers à notre civilisation<sup>12</sup> ».

Le coup d'État du 21 avril 1967 se proclama de cette idéologie « socialiste nationale petite bourgeoise ». Mais son chef, le colonel Georges Papadopoulos, fut accusé par nombre de ses collaborateurs d'avoir trahi dès les premiers mois du pouvoir, la proclamation du 21 avril 1967 qui disait :

Nous [les auteurs du coup] n'appartenons pas à l'oligarchie capitaliste et nous ne laisserons pas appauvrir les autres citoyens... Notre objectif essentiel est la justice sociale.

Evangelos Avéroff, grand bourgeois et propriétaire foncier, actuel ministre de la Défense nationale du gouvernement Caramanlis, représentant typique de

11. N. I. PANTAZOPOULOS, « Ellênôn sussômâtôseis kata tèn Tourkokratian », *Gnôseis*, Athènes, 1958, p. 21 (traduction du titre : « Corporations des Grecs sous le régime ottoman »).

12. *Ibid.*, p. 22.

l'oligarchie capitaliste grecque, nous déclara au printemps de 1974, à l'époque où le groupe du général Dimitri Ioannidis avait le pouvoir, que l'aile dure de ce dernier (surnommée les kaddafistes) avait un profond sentiment de classe anti-capitaliste, au moins aussi marqué que celui des communistes et donc tout aussi dangereux pour nous, nous dit-il.

Ce que nous déclara Avéroff nous fut confirmé par un militant communiste qui, prisonnier dans les locaux de la police militaire d'Athènes, se vit entendre dire par le lieutenant-colonel Anastasios Spanos, du groupe de Ioannidis, et chef de la section des interrogatoires de la police militaire *E.S.A.* (Spanos est originaire d'un village de Macédoine orientale) : « Nous rendrons la Grèce plus rouge encore que vous ne l'avez voulue, mais contrairement à vous, nous la garderons grecque. » À quoi le militant communiste répondit : « Si nous, nous n'avons pas réussi, je vois mal comment vous, vous y arriverez ».

L'idéologue du coup d'État du 21 avril, le professeur Dimitri Tsakonas, au cours d'une conversation que nous avons eue avec lui en été 1972, peu avant sa démission du gouvernement Papadopoulos, comme vice-ministre de l'Éducation, nous déclara crûment que Papadopoulos avait trahi les objectifs sociaux de la révolution, *dès les premiers mois* qui avaient suivi le 21 avril. Par la suite, Tsakonas devint ministre de la Culture du régime du général Ioannidis. Il faut dire que Tsakonas non seulement était très lié à Ioannidis depuis avant 1967, quand il était professeur à l'École militaire des Evelpides (Ioannidis était alors gouverneur de cette École) mais connaissait fort bien les tendances « socialistes nationales petites bourgeoises » des jeunes officiers pour y avoir, par son enseignement, largement contribué à développer. Ajoutons que le professeur Tsakonas était très lié à l'Église grecque et se présentait toujours comme un chrétien orthodoxe fervent.

Voici l'état d'esprit des « Grecs chrétiens, socialistes nationaux petits bourgeois » du 21 avril, qu'aurait trahi Papadopoulos dès le départ, telle qu'elle est exposée dans les ouvrages et les cours de Tsakonas, avec une belle constance, avant comme après 1967. Rappelons que ce sont exactement ces propos qu'écoutaient les jeunes élèves-officiers de l'École militaire :

Ma génération, celle de 1941-1949, dans l'affrontement entre communisme et capitalisme, se trouve placée dans le camp des forces de la réaction sociale. Mais après la Résistance et après Vitsi [lieu de la victoire gouvernementale sur les communistes grecs, en 1949], quand ma génération est revenue victorieuse, elle trouva les forces réactionnaires, riches, bien assises et organisées, à Athènes. Elle trouva tous les postes occupés. C'est alors seulement que nous nous rendons compte que le Centre droit qui s'était trouvé isolé idéologiquement de la Gauche, nous avait exploité pendant la guerre civile [1946-1949] comme pendant la Résistance [1941-1944] et, par la suite, nous avait isolés. Il craignait notre soif

de sincérité, notre humeur combative, notre exigence d'un changement social radical que nous portions sur notre front ensanglanté<sup>13</sup>.

L'ancien ministre du 21 avril poursuit :

Les jeunes qui combattaient au premier rang pour la liberté, pendant les années difficiles de la guerre de 1941-1949, qu'ils fussent de « gauche » ou « nationalistes », se rencontraient dans une commune revendication : faire face globalement aux problèmes d'une façon radicale... [Mais] à cause de la révolution communiste grec, un vieux monde fut ressuscité qui, grâce au sacrifice de la nouvelle génération, réussit à gouverner le pays<sup>14</sup>.

Les jeunes socialistes chrétiens qui « combattirent le communisme l'épée à la main », que voulaient-ils ?

Je ne sais si l'expression de « gauche nationalement irréprochable » peut traduire la volonté d'être profondément grecque et nationale des jeunes de ma génération, qui ont ressuscité l'obstination maccabéenne de Ion Dragoumis [père du nationalisme grec], dans un cadre profondément progressiste. Mais ce que je sais c'est que cet état d'esprit aurait été applaudi de tout cœur par Alexandre Papanastasiou [socialisant et fondateur de la 1<sup>re</sup> République grecque en 1924, qui avait accepté pour gouverner, le concours de l'armée]<sup>15</sup>.

Communisme et fascisme en Grèce ont tour à tour échoué et aujourd'hui, pour une nouvelle fois, l'oligarchie capitaliste est réinstallée au pouvoir, sous un « monarque éclairé », Caramanlis. Entre communisme et fascisme, il y a l'armée. Autrefois, le nationalisme de l'armée rendait impossible sa coopération avec un communisme internationaliste. Mais dans le monde, les conditions ont changé. Le communisme grec est-il devenu vraiment national et donc peut-on envisager pour l'avenir sa coopération avec l'armée ? C'est de la réponse à cette question que dépend aussi, je crois, la prise ou non du pouvoir par le mouvement communiste en Grèce.

## II - ÉVOLUTION DU COMMUNISME EN GRÈCE DE 1918 À 1974

Le mouvement ouvrier grec datait des années soixante-dix du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais le *Parti ouvrier socialiste de Grèce* fut créé le 17 novembre 1918 au Pirée, à un congrès panhellénique socialiste. Il émergea de la fusion de divers petits groupes socialistes. Au deuxième congrès qui se tint à Athènes, du 18 au 26 avril 1920, les partisans de la III<sup>e</sup> Internationale l'emportèrent et ajoutèrent au nom du parti, le mot communiste. Ils adoptèrent en même temps pour emblème, le

13. D. TSAKONAS, *Problēmata ellēnikotētos*, Athènes, 1970, pp. 293-294 (traduction du titre : « Problèmes de grecité »).

14. *Ibid.*, p. 296-297.

15. *Ibid.*, p. 300.



marteau et la faucille, et rallièrent l'Internationale communiste, siégeant à Moscou. Leur quotidien était le *Rizospastis* (*Le Radical*), fondé en 1917<sup>16</sup>.

La Grèce ayant, pendant toute la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, un prolétariat industriel fort limité, ne connut jamais, comme l'Occident, de parti social-démocrate, c'est-à-dire un parti internationaliste de la classe ouvrière qui fût simplement réformiste. Les noms de certains partis de centre gauche ne doivent pas tromper : Le *parti agraire et ouvrier* de Papanastasiou entre les deux guerres mondiales, ou le *parti socialiste démocratique* de Georges Papandréou, des élections de 1946, sont certes des partis occidentalistes, mais non des partis socialistes prolétariens.

La seule tentative sérieuse – d'ailleurs infructueuse – de création d'un parti socialiste non communiste, fut celle du parti *E.L.D.* d'Élie Tsirimokos et du professeur Alexandre Svolos, fondé pendant l'occupation allemande, mais qui n'obtint aux élections de 1951 – la seule fois où il se présenta seul – que 3 912 voix et qui ensuite disparut. Le parti *E.D.A.*, fondé en 1951 pour combler le vide laissé par le parti communiste interdit en 1947, fut l'héritier spirituel de ce dernier et non point de l'*E.L.D.*

Aux élections législatives du 7 novembre 1926, le parti communiste obtint 41 982 voix, soit 4,4% des suffrages exprimés (2,7% des inscrits). Grâce au système électoral de la proportionnelle, qui fut alors utilisé en Grèce pour la première fois, les communistes obtinrent dix sièges sur 279 députés. Dès cette époque, ils essaieront d'attirer à eux les déracinés d'Asie Mineure et intituleront leur formation électorale de 1926, « Front électoral unifié des ouvriers, paysans et réfugiés ».

Les élections du 19 août 1928, leur donnèrent 14 325 voix (1,4% des suffrages exprimés) et pas d'élus. À la suite de la crise économique mondiale, une remontée s'effectua : les élections du 25 septembre 1932, leur donnèrent 58 223 voix (5% des suffrages exprimée) et dix élus. Ces chiffres se maintinrent à celles du 5 mars 1933 (52 958 voix, 4,6%) mais augmentèrent sensiblement aux élections des 9 juin 1935 et 26 janvier 1936. En outre, pour celles de 1935, les communistes profitèrent de l'abstention aux élections de tous les partis du centre et de la gauche non communiste (certains électeurs, au lieu de s'abstenir, votèrent communiste). Ainsi, la consultation de 1935 donna 98 699 voix communistes et 9,6% des suffrages exprimés. Celle de 1936, 73 411 communistes (5,8% des suffrages exprimés) et, grâce à la proportionnelle, 15 députés sur un total de 300 sièges. On voit que malgré tout, les communistes continuaient à être une petite minorité dans le pays.

16. Stavros ZORBALAS, *Sêmaia toû laoû : selides apo tèn istoria toû « Rizospastê », 1917-1936*, Bucarest, Politikes kai Logotehnikes Ekdoseis, 1966 (traduction du titre : « Drapeau du peuple : pages de l'histoire du *Rizospastis*, 1917-1936 »).

L'absence de grande industrie en Grèce, se reflétait dans l'origine sociale du groupe parlementaire communiste de 1936 : des ouvriers de l'industrie du tabac, un coiffeur, un employé de tramways, un avocat, un proviseur de lycée<sup>17</sup>. Pour l'ensemble de la Grèce, le parti communiste en 1936, comptait 14 000 membres.

Mais le rousseauisme, tel qu'il est exprimé dans le roman de Nikos Kazantzakis, *Le Christ recrucifié*<sup>18</sup> était latent dans le peuple. Le roi Georges II, avec son caractère distant anglo-saxon, avait été incapable d'exploiter cette tendance. Par contre, Métaxas, avec son solidarisme « féodal » et Grec jusqu'au bout des ongles, avait pu, à partir de l'instauration de sa dictature le 4 août 1936, acquérir de la popularité dans les campagnes, chez les paysans et les petits bourgeois. Il avait pris en leur faveur un certain nombre de mesures sociales, comme, par exemple la promulgation de la loi du 17 mai 1937, « sur le règlement des dettes paysannes » qui arracha les agriculteurs des mains des usuriers. Plus tard, les colonels de 1967, agiront dans le même sens, en annulant les dettes paysannes.

Ni en 1936, ni en 1967, il n'y eut de « danger communiste ». Dans les deux cas, Métaxas, puis Papadopoulos l'invoquèrent comme prétexte pour suspendre la démocratie parlementaire. Pendant les deux dictatures, le parti communiste fut plus faible que jamais, rongé par les divisions. De 1936 à 1941, le parti communiste se morcela en trois groupes. À la tête de deux d'entre eux, la police de Métaxas plaça ses propres agents. (Il s'agissait du groupe connu sous le nom de *Ancien comité central* et de celui appelé, *Direction provisoire*, considérés comme deux partis communistes contrôlés par le pouvoir.) Le troisième groupe se forma dans les prisons et surtout dans celle de la forteresse d'Akronafplia, dans le Péloponnèse. L'un des militants de ce dernier groupe, Paul Néféloudis, aujourd'hui toujours communiste, dans ses souvenirs publiés en grec, à Athènes, en 1974, affirme qu'au moment de l'instauration de la dictature, en 1936, « il n'existait aucun contact du parti avec la base<sup>18</sup> ». De plus, le parti communiste, bien qu'il se doutât qu'un coup d'État se tramait, ne fit rien pour se préparer à une telle éventualité et comme en 1967, plusieurs de ses dirigeants furent arrêtés la nuit du coup, pendant qu'ils dormaient.

La mort de Métaxas, le 29 janvier 1941, coupa George II, le roi « anglais » du peuple grec, après l'avoir coupé, dès 1936, de sa bourgeoisie. En mai, le roi quitta le pays avec sa *camarilla*, laissant la Grèce réceptive à n'importe quel mouvement qui afficherait à son programme la démocratie parlementaire pour satisfaire les bourgeois, et la résistance nationale – doublée de justice sociale – pour satisfaire le peuple. Ainsi, une chance inespérée de prendre le pouvoir, était

17. D. KITSIKIS, « Le Parlement et les transformations sociales de la Grèce jusqu'au coup d'État militaire de 1967 », *Histoire sociale*, Ottawa, novembre 1970, p. 63.

18. Nikos KAZANTZAKIS, *Le Christ recrucifié*, Paris, Plon (en traduction française).

offerte au parti communiste, à condition qu'il voulut bien s'imposer l'étiquette démocratique. Et c'est ainsi que naquit l'*E.A.M.*, dans l'atmosphère de nivellement social provoqué par la famine, le 27 septembre 1941, à Athènes.

Que la plus grande organisation de la résistance grecque à l'occupation de l'Axe, l'*E.A.M.*, fût en fait, au départ, le parti communiste lui-même, est clairement expliqué dans les souvenirs d'un dirigeant communiste, ainsi que de l'*E.A.M.*, Pierre Roussos, publiés en 1966, à Bucarest, sur les presses du parti alors en exil, intitulées *Politikes kai Logotehnikes Ekdoseis*<sup>20</sup>.

Roussos exprime son admiration devant l'extraordinaire prouesse du parti communiste grec qui, de l'état d'extrême faiblesse dans lequel il se trouvait, en mai 1941, réussit, au travers de la résistance nationale de l'*E.A.M.*, à devenir la force dominante, à la fin de l'occupation. Évidemment, les patriotes grecs qui rejoignirent en rangs serrés l'organisation, ignoraient l'inconditionnalité du parti communiste grec à l'égard de l'Union soviétique. Le rousseauisme grec, renforcé par le nivellement social dû à l'occupation, fit de l'*E.A.M.* une énorme fraternité (plus d'un million et demi de membres, selon Roussos, sur une population totale, à l'époque, de 7 350 000) unie par les plus beaux sentiments de solidarité et d'abnégation. On y trouvait aussi six évêques et des centaines de prêtres.

Les communistes confondent volontiers un régime dictatorial qui ne leur est pas favorable, avec une occupation étrangère. Ainsi, le régime du 21 avril 1967 a été, ni plus ni moins, assimilé à l'occupation allemande. Mais il est bien difficile alors de comprendre pourquoi, pendant la dictature de 1936 à 1941 (comme de 1967 à 1974), leur parti n'eut aucun succès, alors que sous l'occupation germano-italo-bulgare où ils eurent à subir une répression plus forte, leurs forces montèrent en flèche.

Le parti communiste fut toujours, en Grèce, une petite minorité : en moyenne autour de 10% de l'électorat. De 5,8% aux élections de 1936, il est passé à 11,8% des suffrages exprimée à celles de 1964, les dernières avant le 21 avril sous la forme du parti *E.D.A.* (*Eniaia Démokratikê Aristera*, c'est-à-dire « Gauche démocratique unifiée »). Le gonflement spectaculaire de ses troupes en 1944, quand le parti communiste compta environ 350 000 membres, contre 14 000 inscrits en 1936, ne fut obtenu pour un temps que, grâce à l'exploitation du sentiment national, pendant la Résistance. Après la guerre, le retour des conser-

19. Paul NEFELLOUDIS, *Stis pèges tês kakodaimonias. Ta bathutera aitia tês dispasês toû KKE, 1918-1968 : episêma keimena kai prosôpikes empeiries*, 2<sup>e</sup> édition, Athènes, Gutenberg, 1974, p. 116 (traduction du titre : « Aux sources de la mauvaise fortune. Les causes profondes du schisme du parti communiste de Grèce (KKE), 1918-1968 : textes officiels et expériences personnelles »).

20. Pierre Roussos, *Ê megalê tetraetia*, Bucarest, *Politikes kai Logotehnikes Ekdoseis*, 1966 (traduction du titre : « Les quatre grandes années »).

vateurs fit que « l'indignation des jeunes fut canalisée aux élections de 1958, dans les 24,3% » de l'*E.D.A.* <sup>21</sup>.

Les auteurs du coup d'État du 21 avril 1967, invoquèrent constamment comme cause de leur intervention, le danger d'un coup de force communiste dans le pays. Papadopoulos qui travaillait à sa « grande nuit » depuis 13 ans, n'en croyait rien. Mais il lui fallait justifier son utilisation du « plan Prométhée » qui lui avait permis de prendre le pouvoir. Ce plan militaire grec, inclu dans le cadre général de la défense de l'OTAN, daté du 25 avril 1966 et signé par le roi et le premier ministre de l'époque, ne devait être appliqué qu'en cas de danger communiste imminent contre l'État. Les auteurs du coup réussirent à le déclencher sans autorisation.

Voilà pourquoi, Papadopoulos, au cours de sa première conférence de presse, tenue le 27 avril 1967, n'hésita pas à répondre sans rire, à un journaliste, de la façon suivante :

*Question* : Quand est-ce que le gouvernement nous donnera des preuves, au sujet du coup d'État ?

*G. Papadopoulos* : Le coup d'État communiste ?

*Question* : Celui qui a poussé l'armée à prendre le pouvoir.

*G. Papadopoulos* : Il s'agit d'une documentation qui a nécessité 70 véhicules de trois tonnes pour la transporter des lieux où elle a été trouvée. Calculez vous-même le temps qu'il faudra <sup>22</sup>.

De ces archives du parti d'extrême gauche *E.D.A.* qui furent saisies, le gouvernement ne publia finalement en 1968 qu'un maigre petit livre qui ne prouvait nullement l'existence, en 1967, d'un coup de force communiste imminent. Cette publication s'intitule : *The Undermining of the Greek Nation by Communism. The Records Reveal the Truth* <sup>23</sup>.

Comme en 1936, les communistes de 1967 furent surpris dans leur lit. Aucune résistance ne se fit jour. Le communisme grec apparut alors en pleine débâcle. Le résultat ne se fit pas attendre. Les divergences éclatèrent au grand jour entre la direction du parti communiste installée, « à l'extérieur », (c'est-à-dire dans les pays communistes de l'Europe de l'Est) et la direction de l'*E.D.A.* (expression du communisme à l'intérieur de la Grèce) accusée de suivre la « voie italienne ».

Depuis plusieurs années déjà, et bien avant 1967, l'*E.D.A.* se plaignait d'être obligée de suivre les directives de chefs communistes installés loin du pays depuis

21. D. TSAKONAS, *op. cit.*, p. 299.

22. Georges PAPAPOULOS, *To Pisteuô mas : Logoi...*, tome 1<sup>er</sup>, Athènes, 1968, pp. 12-13. (traduction du titre : « Ce que nous croyons : discours, interviews, déclarations, messages et circulaires »).

23. Athènes, décembre 1968.

1949, et qui avaient, aux yeux des militants de l'intérieur, perdu contact avec la réalité grecque<sup>24</sup>. Le coup d'État à Athènes ne fit que précipiter la crise. La scission se produisit en février 1968, au 12<sup>e</sup> congrès du comité central du parti. Désormais, il y eut le parti communiste dit de l'extérieur et celui dit de l'intérieur. Quant à l'*E.D.A.*, qui était la façade légale du parti, il n'avait plus de raison d'être, puisque le régime du 21 avril avait interdit tous les partis. Il reparut en été 1974, avec la réinstallation du régime parlementaire, en liaison étroite avec le parti communiste de l'intérieur dont il partageait les vues.

Enfin, un groupe maoïste s'était détaché de l'*E.D.A.* avant 1967 et publiait une revue mensuelle, intitulée *Anagennésê (Renaissance)*, sous la direction de Jean Hotzeas et Isaak Iordanidis. Ces derniers faisaient paraître également des traductions d'ouvrages chinois, sur leurs presses qu'ils intitulaient *Istorikes Ekdoseis (Éditions historiques)*.

### III — LES QUATRE MOUVEMENTS COMMUNISTES GRECS ACTUELS

De 1967 à 1974, la bourgeoisie grecque avait eu peur. Métaxas, lui, en 1936, on le connaissait, sur les pentes du Lycabette, où est construit Kolonaki, le quartier chic d'Athènes. Mais ces colonels qui sentaient le petit bourgeois ou le paysan, d'où venaient-ils ? En 1967, nous entendîmes souvent cette remarque de la bouche des *Kolonakiotes* : mais qui sont donc ces *karavanadés*, ces militaires ignares ? On ne les a jamais vu dans nos salons. Personne n'a leur adresse.

Lorsque Mao Tsé-toung entra à Pékin en 1949, beaucoup de ses partisans pensèrent que la révolution était gagnée et terminée. Non, répondit Mao, elle ne fait que commencer. Jusqu'à présent nous devons éviter les balles de plomb. À présent, nous attendent les balles enrobées de sucre. Mao entendait par là que la bourgeoisie essaierait de cajoler les révolutionnaires dans ses salons et de les corrompre. Il se souvenait de ce qui était arrivé à Chang Kai-chek. Papadopoulos, lui, « alla dans les salons » et, en 1973, il était transformé en Chang Kai-chek. Alors vint Saint-Just, le général Ioannidis qui le renversa. À Kolonaki, on eut froid dans le dos. Heureusement, il fut incapable de conserver le pouvoir.

Nous posâmes souvent la question aux *Kolonakiotes* : pourquoi étiez-vous tellement horrifiés par les arrestations du régime du 21 avril ? Après tout, il y avait plus de prisonniers politiques dans les années cinquante, du temps de la démocratie parlementaire, et la torture n'était pas moins répandue ? Réponse : Oui, mais alors ce n'était que des communistes qui en étaient victimes. Avec les colonels, ce fut nous aussi qui subîmes la prison et la torture.

24. Voir Antonio SOLARO, (membre du parti communiste grec depuis 1948), *Storia del partito comunista greco*, Milan, Teti, 1973, 186p.

Quand les 23-24 juillet 1974, Caramanlis rentra en Grèce, nous fûmes témoin à Kolonaki de la grande joie de la bourgeoisie grecque. Certes, une bonne partie de cette oligarchie, avait collaboré avec les colonels, car il fallait bien continuer à vivre et, après tout, cela avait été pour la bonne cause, pour toucher les colonels de balles enrobés de sucre et les corrompre. Et on y avait assez bien réussi.

Évidemment, il y avait les communistes qui eux, avaient subi sous tous les régimes, de longues années de prison et de déportation, et pas seulement sous le dernier. Ils voyaient les bourgeois et même les royalistes, les embrasser et les féliciter de leur lutte contre le régime. Georges Rallis, ministre auprès du premier ministre qui, avec Evangelos Avéroff, ministre de la Défense nationale, est l'homme le plus influent du régime de Caramanlis, est, contrairement à son chef, un royaliste déclaré et ce, depuis toujours. Voici ce que déclara Rallis, au début de mars 1975, au sujet du chef de l'*E.D.A.*, Ilias Iliou, qui collabore étroitement avec le parti communiste « de l'intérieur » :

Celui qui m'a donné la clef de la situation politique grecque, fut Ilias Iliou. Ce leader de la Gauche, humaniste respecté de tous, même de ses plus durs adversaires, a eu un sort inhumain. À l'époque de la guerre civile, de 1946 à 1951, il a été déporté pendant cinq ans, dont deux accompagnés de tortures permanentes. Puis, vint son engagement difficile et dangereux dans la semi-clandestinité. En 1967, arriva le coup d'État et le vieux leader, dont la santé avait été compromise par tant d'épreuves, fut déporté à nouveau à Yaros et torturé, avant d'être transporté comme détenu à l'hôpital militaire d'Athènes, où il demeura pendant quatre années éprouvantes. Mais rien ne réussit à le faire plier. Il a toujours parlé sans peur. Et à présent, il continue de parler sans haine<sup>25</sup>.

Et voici à présent, le point de vue d'Iliou, sur Rallis :

Prenez le cas de Rallis : il a été emprisonné par les militaires, sur la base des lois qu'il avait lui-même promulguées contre nous. Les colonels n'ont pas eu à faire appel à des mesures d'exception. La droite traditionnelle est tombée victime de l'arsenal qu'elle avait monté pour museler la gauche. Ceci la fit réfléchir. Désormais, nous essayons des deux côtés, de nous entendre<sup>26</sup>.

Qu'un communiste comme Iliou reçoive des éloges semblables de la personnalité conservatrice par excellence du régime et lui rende la pareille, explique bien la raison de la division du communisme en Grèce.

La réponse aux tenants de la voie italienne, qui recherchent la collaboration avec les partis bourgeois, fut donnée par Harilaos Florakis, devant le onzième congrès du parti socialiste ouvrier de Hongrie, à Budapest, le 19 mars 1975. Florakis est le premier secrétaire du comité central du parti communiste grec, dit « de l'extérieur ». Il déclara :

25. *To Bèma*, Athènes, 4 mars 1975, (quotidien athénien. Prononcer *To Vima*).

26. *Ibid.*

Sur son chemin, le parti communiste doit faire face, non seulement aux mouvements du militarisme inspiré par les États-Unis, et à la politique conservatrice du gouvernement, mais aussi aux obstacles dressés par le groupe révisionniste de droite qui s'est détaché du Parti, se présente sous le titre de « parti communiste de l'intérieur » et travaille aujourd'hui au sein du mouvement ouvrier, en collaboration avec la classe dirigeante. En même temps, au sein de la jeunesse, travaillent des groupes gauchistes d'origine maoïste, trotskiste ou autre qui, grâce à des slogans en apparence révolutionnaire ou à la provocation, aident objectivement l'œuvre de groupes néofascistes, comme *Ordre nouveau* [en grec : *Nea Taxis*], le 4 août [en grec : 4<sup>e</sup> *Augoustou*] et d'autres, qui lancent des attaques contre des organisations démocratiques et des individus<sup>27</sup>.

Depuis le retour de Caramanlis au pouvoir, le 24 juillet 1974 jusqu'en avril 1975, il y eut en neuf mois, trois consultations électorales : les élections législatives du 17 novembre, le référendum qui abolit la royauté, le 8 décembre et les élections municipales à deux tours, des 30 mars et 6 avril 1975. Le référendum a donné 69,2% des suffrages exprimés en faveur de la République. Mais la royauté a tout de même obtenu 30,8% des suffrages et, de plus, il y a eu un pourcentage appréciable d'abstentions : 24,5% ; ont voté 4 719 494 sur 6 250 379 inscrits. Les forces qui se sont exprimées en faveur du roi sont donc assez importantes, surtout si l'on tient compte du fait que, malgré la neutralité officielle de Caramanlis sur la question du régime, tout le monde savait qu'il était personnellement pour l'abolition de la monarchie (contrairement aux convictions royalistes d'une partie de son entourage). Un prochain coup d'État royaliste qui pourrait être préparé par des généraux fidèles à la couronne, avec la collaboration de personnages influents dans l'entourage immédiat de Caramanlis, s'appuierait donc sur les chiffres du référendum, réinterprétés, pour montrer que le roi dispose dans le pays d'une solide base populaire.

Les élections législatives du 17 novembre 1974, donnèrent 54,37% des suffrages exprimés et 220 des 300 sièges au parti *Démocratie nouvelle* de Caramanlis, 20,42% des voix et 60 sièges au parti *Union du Centre-Forces nouvelles* de Georges Mavros, 13,58% des voix et 12 sièges au *Mouvement socialiste panhellénique* dit PASOK d'André Papandréou, enfin 9,45% des suffrages exprimés et 8 sièges à la *Gauche unie* qui réunissait dans un front électoral trois partis communistes : l'*E.D.A.* de Ilias Iliou, le *parti communiste de l'extérieur* de Har. (Babis) Drakopoulos, secrétaire général et le *parti communiste de l'extérieur* de Harilaos Florakis. Quant aux maoïstes, qui se présentèrent seuls, leur *Mouvement communiste révolutionnaire de Grèce* (KKE) n'obtint que 0,02% des voix, soit 1 013 suffrages. En fait, il existe actuellement pas moins de 23 organisations gauchistes dont la plus « maoïste » est l'O.M.L.E. (Organisation des marxistes-léninistes de Grèce).

27. *Ê Augé*, Athènes, 5 avril 1975 (quotidien athénien. Organe du parti communiste de l'intérieur et de l'*E.D.A.* (Prononcer *I Avghi*).

On voit que ni les sept années de régime antiparlementaire, ni la clandestinité prolongée dans laquelle avait vécu le parti communiste depuis son interdiction en 1947, n'avaient modifié sa force dans le pays. Revenu à la légalité au lendemain du retour de Caramanlis au pouvoir, le communisme obtenait à nouveau ses 10%. La gauche du Centre qui, avant 1967, gonflait parfois les voix de l'*E.D.A.* au delà de ce chiffre (atteignant même 24% en 1958) avait été canalisée cette fois, dans le parti d'André Papandréou.

Alors pourquoi en 1975, comme en 1941-1949, le communisme aurait une chance de l'emporter en Grèce? Parce que sa participation aux côtés de la bourgeoisie dans la lutte contre le régime du 21 avril, sa modération idéologique actuelle, l'ont rendu dans une certaine mesure, acceptable aux *Kolonakiotes*. Une bonne partie des communistes a cessé d'être inconditionnellement fidèle à l'Union soviétique. Bref, ces communistes-là ne leur font plus peur.

Par exemple, le secrétaire général du parti communiste de l'intérieur, Drakopoulos, déclara dans une conférence de presse, le 3 octobre 1974, que son parti était en faveur de la participation pleine et entière de la Grèce au Marché commun et il conclut :

Le parti communiste de l'intérieur... étant opposé à toute importation dogmatique et mécaniste de modèles étrangers, s'inspirant d'un marxisme-léninisme vivant et toujours jeune, adapté aux conditions grecques, est un parti... profondément enraciné dans la réalité grecque<sup>28</sup>.

Ilias Iliou, à une question d'un journaliste qui lui dit : « Votre programme électoral est très modéré. Vous parlez, comme tout le monde, de démocratie mais non de socialisme ni de nationalisations », répondit :

Ces choses-là ne sont pas mûres en Grèce. Nous avons d'abord le devoir d'affermir la démocratie, qui est encore en danger, parce que la junte n'a pas été renversée par une révolution populaire, mais a dû céder la place à M. Caramanlis, après l'échec du coup d'État fomenté à Chypre. L'appareil de l'État, de la police et de l'Armée n'a pas été épuré. Notre rôle, maintenant, c'est d'obtenir une démocratisation des institutions<sup>29</sup>.

Que la population grecque, en majorité petite bourgeoise et paysanne, ne soit pas encore « mûre » pour accepter le communisme, fut reconnu aussi par André Papandréou, qui déclara :

Il est très important de comprendre que le socialisme, en Grèce, est une idée nouvelle. Nous sommes en effet, socialistes et non sociaux-démocrates. Ceux qui vont voter pour nous... ne sont pas toujours complètement politisés. Ils ont peur des extrêmes ; une coalition avec la gauche communiste aurait éloigné certains d'entre eux.

28. *To Bêma*, Athènes, 4 octobre 1974.

29. *Le Nouvel Observateur*, Paris, 9 novembre 1974, p. 54.



D'autre part, Papandréou accusa indirectement les communistes grecs de collaboration avec la bourgeoisie. Il ajouta, en effet :

Notre programme va, en fait, plus loin que celui du parti communiste... Le Marché commun est l'organe économique de l'OTAN. C'est l'instrument des monopoles capitalistes. Cela dit, je ne suis pas pour rompre les accords avec le Marché commun, mais pour les renégocier, car les termes en sont tout à fait inacceptables <sup>30</sup>.

La modération des communistes est telle qu'ils se refusent en fait, à profiter, contre le gouvernement, de la crise économique que traverse le capitalisme dans le monde et des difficultés économiques du régime de Caramanlis. Ces difficultés, quelles sont-elles ? Selon la revue allemande *Spiegel*,

il est exact que Caramanlis a réussi à faire baisser le pourcentage de l'inflation de 30,6% (à cause duquel la Grèce avait pris la première place en 1973, parmi les pays de l'OCDE) à 13,5% à la fin de 1974, alors que la moyenne dans les pays de l'OCDE était montée à 14,2%. En contrepartie, plusieurs secteurs de l'économie ont subi un ralentissement... La demande et la production ont baissé, le chômage a augmenté – actuellement sept sur dix ouvriers du bâtiment sont sans travail... Pour la première fois depuis 1950, le produit national brut (PNB) réel a baissé de 2%, alors qu'il avait augmenté de 9,7% en 1973. Le tourisme a subi en 1974 une baisse de 30%, ce qui a représenté 15% de revenus touristiques en moins. Une autre source essentielle de devises – les apports des émigrants – a apporté 13% de revenus en moins <sup>31</sup>.

Si l'on excepte l'important problème de la liberté d'expression, le reproche majeur qui était fait à Papadopoulos, non seulement par ses adversaires mais aussi par les partisans du régime du 21 avril, était qu'il remettait toujours à plus tard, les réformes sociales et la très cruciale réforme de l'éducation. Finalement, la révolte des étudiants, fut le tombeau de Papadopoulos, malgré les avertissements répétés du professeur Tsakonas, par exemple. Or que remarque le *Spiegel* au sujet de Caramanlis ? La revue allemande écrit que

les Grecs, voient avec un mécontentement accru que Caramanlis, auquel ils ont donné, avec un pourcentage de voix de 54,4% pendant les élections de novembre, une victoire écrasante, manie le pouvoir avec hésitation, évite de prendre des initiatives et remet à plus tard les décisions <sup>32</sup>.

Dans les universités du pays, la révolte gronde. Les étudiants s'emparent des chaires et font de l'auto-enseignement. La seule initiative du gouvernement fut d'abolir la législation universitaire du 21 avril et de remettre en vigueur – provisoirement prétend-il – celle d'avant 1967. Toute l'action du régime de

30. *Ibid.*

31. *To Bêma*, Athènes, 8 avril 1975.

32. *Ibid.*

Caramanlis, va dans le même sens : enlever jusqu'à la racine toute trace du régime précédent. Mais comment est-il possible de faire disparaître complètement sept ans d'histoire. Revenir simplement au 20 avril, c'est préparer comme lendemain, un nouveau 21 avril. Une erreur semblable fut faite après la chute de Napoléon en France, par la Restauration de 1815. La haine est mauvaise conseillère quand elle ne s'accompagne pas de renouveau. Depuis l'été 1974, en Grèce, on ne parle que d'épuration. Ce ne sont pas simplement quelques dizaines de responsables militaires ou civils qui en sont les victimes. Des centaines de milliers de personnes ont complètement perdu leur emploi ou sont en butte à de continuelles accusations de collaboration avec le régime précédent.

Le porte parole du gouvernement, Pan. Lambrias, déclarait en novembre 1974 :

Tout le monde, à gauche, fait semblant d'ignorer les dimensions des sanctions prises. Elles ont privé de leur poste 110 000 personnes, dont environ la moitié sont des conseillers ou employés municipaux, l'autre se composant surtout des responsables des coopératives agricoles. On nous somme de réprimer, en oubliant qu'après tout, la chute de la junte n'est pas le fait d'une révolution populaire qui aurait créé un droit nouveau<sup>33</sup>.

Depuis novembre, bien d'autres têtes sont tombées. Dans les universités, à la suite de l'épuration, il existait en avril 1975, 200 chaires vacantes. Pour un pays qui possède un nombre très limité de professeurs, à cause du système désuet de la chaire, il s'agit là d'un nombre impressionnant. De plus, le ministre de l'Éducation, déclara à la Chambre, le 7 avril 1975 que le gouvernement n'était pas pressé de trouver des titulaires pour ces chaires. À supposer que le régime du 21 avril, n'avait pas de partisans, l'épuration lui en a désormais fourni.

Cette restauration, sans renouveau, a été critiquée par le numéro 2 du parti communiste de l'intérieur, Léonidas Kyrkos, au cours de la discussion à la Chambre du projet de loi concernant les établissements d'enseignement supérieur. Le député communiste déclara à la Chambre le 7 avril 1975 :

Si on lit le projet de loi, on a l'impression que depuis le 20 avril 1967 jusqu'à aujourd'hui, il ne s'est rien passé. On remet en vigueur des règlements qui sont considérés aujourd'hui désuets et qui vont multiplier les tensions dans le milieu universitaire<sup>34</sup>.

L'esprit de cette restauration peut être saisi dans le fait que la Chambre a tenu à voter une résolution gouvernementale (*psêfisma*) qui fait du 21 avril, officiellement, un coup d'État. Il s'agit là d'une mesure législative sans précédent. Ainsi, Caramanlis, qui pendant la période 1967-1974, utilisait souvent le terme

33. *Le Monde*, Paris, 15 novembre 1974.

34. *To Bêma*, Athènes, 8 avril 1975.

de « révolution » pour parler du régime de Papadopoulos qu'il condamnait, trouve rétrospectivement son vocabulaire interdit par son propre gouvernement. Cette résolution déclare :

Le régime du 21 avril 1967, qui s'est imposé par la force et l'imposture, ne tire pas son origine d'idées, qu'il aurait essayé de faire triompher, mais de calculs et d'ambitions personnels, d'un petit groupe de militaires. Jamais celui-ci ne fut justifié par l'adhésion populaire. En conséquence, l'action des rebelles du 21 avril 1967, ne fut pas une révolution, mais un coup d'État<sup>35</sup>.

Nous autres historiens, nous pensions que c'était notre travail de juger de questions de ce genre, mais voici qu'un gouvernement s'empresse de décider officiellement que les motivations de ses adversaires n'étaient pas idéologiques.

La restauration de l'oligarchie des *Kolonakiotes*, sans esprit de renouveau, va inmanquablement profiter aux communistes, dans la mesure où ceux-ci promettent un renouveau. Actuellement, la tactique du parti communiste de l'intérieur et de l'*E.D.A.*, consiste à demeurer le plus près possible du gouvernement, en lui proposant une collaboration étroite. Comme leurs collègues italiens, ils se disent prêts à participer, dans un gouvernement de coalition, aux responsabilités du pouvoir. De cette façon, ils espèrent, d'une part, éviter les attaques anticommunistes, contourner l'esprit anticommuniste répandu encore dans le peuple, et habituer la bourgeoisie à les considérer comme des partenaires possibles, d'autre part, traîner la droite au pouvoir, vers des objectifs plus sociaux et une politique extérieure plus conforme aux vues communistes. Le résultat, espèrent-ils, serait une audience élargie auprès du peuple.

Le 18 mars 1975, le parti communiste de l'intérieur, sous la signature de Léonidas Kyrkos, envoya à Caramanlis un mémorandum, qui disait :

Monsieur le président, nous souhaitons soumettre à votre gouvernement certaines réflexions, concernant la crise de Chypre, les menaces auxquelles notre pays doit faire face [contre les Turcs] et la nécessaire réorientation, selon nous, de notre politique extérieure. Nous avons l'impression... que notre pays est entraîné graduellement au centre d'une grande crise internationale et que le temps qui nous reste, pour faire face avec succès à cette crise, est peut être limité. Nous croyons, d'autre part, que la nécessaire préparation nationale, qui doit être intense et se voir dans tous les domaines, ne peut être réalisée, sans que soient rendues absolument évidentes les grandes directions de cet effort... Dans l'idée de préparation de la Nation, nous incluons la préparation des forces armées, l'union de l'armée et du peuple et l'unité du peuple, au-delà des divergences idéologiques et politiques... Nous proposons [donc] la formation d'un gouvernement d'union nationale, avec la participation de tous les partis et groupes de la

35. Voir le texte complet du projet de résolution, déposé à la Chambre, par le ministre de la Justice, le 8 janvier 1975, dans *To Bèma*, Athènes, 10 janvier 1975.

Chambre actuelle, sans exception, afin que le peuple entier comme un seul homme, soutienne l'effort national commun<sup>36</sup>

Il est clair par la lecture de ce mémorandum, que les communistes de l'intérieur s'attendent à une guerre prochaine entre la Grèce et la Turquie et se préparent en conséquence. Ils se souviennent du précédent de la guerre italo-grecque de 1940-1941, qui avait fait entrer la Grèce dans le conflit mondial, et espèrent renouveler l'exploit de l'E.A.M. et arriver au sommet du pouvoir, à l'issue de la résistance armée aux troupes turques. Ainsi l'alliance des forces armées et du communisme, telle que réalisée au Portugal, pourrait, en Grèce, être obtenue au moyen d'une guerre gréco-turque.

Il reste néanmoins à répondre à une dernière question : quels sont les rapports actuels du communisme avec la paysannerie ? Il semble bien que les quatre partis communistes grecs sont, dans l'ensemble, confinés à Athènes et dans les villes, encore incapables de se mettre dans la peau du paysan grec et de se faire accepter par lui. Seule une guerre prolongée, doublée d'une occupation et d'une longue résistance nationale, pourrait renouveler l'union de la paysannerie et du communisme qui, en grande partie, se réalisa sous l'occupation allemande.

Frappante à cet égard, est l'attitude des maoïstes. Ceux-ci qui, nous nous le rappelons, n'ont obtenu aux élections du 17 novembre 1974 que 0,02% des voix, publient notamment un journal hebdomadaire à Athènes, organe de l'O.M.L.E., intitulé *Laïkos Dromos (Voie populaire)*, avec pour sous-titre, « Journal hebdomadaire au service de la Gauche conséquent ». Le responsable du journal est Isaak Iordanidis qui, comme avant 1967, a repris la publication de ses *Istorikes Ekdoseis (Éditions historiques)*. En mars 1975, il y faisait, par exemple, paraître en grec, le texte de la Constitution de la République populaire de Chine.

On aurait pu penser qu'un mouvement qui suit les préceptes de Mao, aurait un journal qui collerait à la vie, qui serait notamment bourré d'exposés sur les problèmes de la campagne, pour que les paysans grecs puissent en faire leur journal. Or rien de tel. Celui-ci est rempli de nouvelles étrangères, en provenance de Chine et d'Albanie. Le lecteur saura tout de la vie et du mouvement de la pensée en Chine et en Albanie et très peu sur les villages grecs. Les Chinois seraient les premiers à déplorer une situation aussi grotesque. Écrit par des communistes confinés dans la ville, l'organe maoïste présente surtout les luttes des travailleurs citadins et, de façon tout à fait insuffisante, celles des agriculteurs.

Les maoïstes grecs de l'O.M.L.E. refusent la collaboration avec les trois autres partis communistes et donnèrent pour consigne à leurs partisans, de voter blanc aux élections municipales des 30 mars-6 avril 1975. Leur comité central déclara le 12 mars 1975, que

36. *É Augê*, Athènes, 20 mars 1975.

les marxistes-léninistes de Grèce réaffirment leur position générale, selon laquelle les problèmes de la population du pays, ne seront pas résolus par des élections, mais par l'organisation et la lutte du peuple, en combattant constamment la mise sur pied d'illusions électorales<sup>37</sup>.

Une attitude dure de ce genre, qui ne s'accompagne pas de travail en profondeur dans les masses, et d'abord des masses paysannes, ne permettra pas, sans doute, d'augmenter de beaucoup le chiffre de 0,02% des suffrages populaires, qui furent accordés aux maoïstes grecs.

Le parti communiste de l'extérieur, qui possède le *Rizospastis*, le vieux quotidien du parti depuis la fin de la première guerre mondiale, se trouve en pleine guerre idéologique avec le groupe *E.D.A.* – parti communiste de l'intérieur – et son journal *Avghi*. Cette lutte s'est traduite par de longs articles théoriques, sur la responsabilité de la scission du parti en 1968, qui furent publiés dans les deux organes officiels, notamment de janvier à mars 1975<sup>38</sup>. Les deux mots clef de la lutte sont les suivants : renouvellement (*ananeôseti*) ou révision (*anatheôrêseti*) ? Le parti de l'extérieur qualifie le parti de l'intérieur et l'*E.D.A.* de groupes révisionnistes, et ce dernier se qualifie lui-même de mouvement du renouveau communiste. Caractéristiques sont notamment deux longs articles du *Rizospastis* des 18 et 19 février 1975, qui s'intitulent : « Retrait complet des positions de classe » du groupe révisionniste<sup>39</sup>.

Dans ces articles, les communistes orthodoxes traitent ceux de l'intérieur et de l'*E.D.A.*, de nationalistes petits bourgeois et les assimilent aux sociaux-démocrates de l'Occident. Ils les accusent de vouloir attacher la Grèce au char du Marché commun, qui est l'instrument des grands monopoles de l'Europe occidentale. Ils les accusent aussi d'utiliser souvent le mot « Nation », quand ils traitent des problèmes grecs, en l'écrivant même avec un N capital. Les révisionnistes parlent des « objectifs de la Nations », au lieu de parler des objectifs de la classe prolétarienne.

Ces violentes diatribes n'ont pas empêché les deux groupes de collaborer à nouveau, sur le plan électoral, pendant les élections municipales de mars-avril 1975. Et à ces élections, le communisme grec a obtenu une victoire importante. Il a, en effet, réussi à persuader toute l'opposition, y compris le Centre fort modéré de Georges Mavros, de voter pour ses candidats, dans un front populaire, afin de faire échec au gouvernement. Et ses candidats ont été élus avec d'impressionnantes majorités. C'est un ancien conseiller municipal de l'*E.D.A.*, Jean Papatheodorou, qui a été élu maire d'Athènes, au premier tour, avec 53,4% des suffrages

37. *Laïkos Dromos*, Athènes, 15 mars 1975.

38. Voir *É Augê*, Athènes, 14-26, 29-31 janvier, 1-6, 9, 16-19 février, 4-6 mars 1975. Voir également, *Rizospastis*, Athènes, 7, 25 janvier, 11, 12, 15-19, 25, 26 février et 4 mars 1975.

39. *Rizospastis*, Athènes, 18 et 19 février 1975.

exprimés. Or, aux élections législatives du 17 novembre 1974, le parti de Caramanlis avait obtenu à Athènes 53,8% des voix.

Le Grèce semble être arrivée, à nouveau, aux portes de la révolution sociale. Devant ces portes sont présents le communisme et les jeunes de l'armée. La seule façon d'empêcher ces portes de s'ouvrir, est en fait un coup d'État royaliste, soutenu par une partie de l'entourage de Caramanlis et des généraux royalistes. Cette révolution sociale se fera-t-elle ou non, grâce à une alliance entre jeunes officiers et certains éléments civils d'extrême gauche ? C'est en tout cas, ce que semble craindre Caramanlis, lorsque le 28 mars 1975, à la Chambre, il parla d'un danger, qu'il appela *aristerohountismos* (« junte de gauche »). Sa déclaration émut beaucoup les députés.

L'Union soviétique, toujours fort attentive à ce qui se passe à Athènes, fit un rapprochement remarqué entre le Portugal et la Grèce. Le maréchal Gretchko, ministre soviétique de la Défense nationale, dans son discours sur la Place Rouge à Moscou, le 7 novembre 1974, déclara à ses troupes : « Au Portugal et en Grèce, les dictatures fascistes ont été renversées et la voie est à présent ouverte pour un développement démocratique<sup>40</sup> ».

---

40. *Ta Nea*, Athènes, 8 novembre 1974.